

Porte close chez la députée

RETRAITES Les avocats bordelais ont manifesté, hier, devant la permanence de la députée Catherine Fabre qui n'a pas le temps pour le moment de les recevoir

Dominique Richard
d.richard@sudouest.fr

Les avocats bordelais qui avaient levé le pied la semaine passée ont remis les gaz. L'opposition à la réforme des retraites, qui se traduit par la disparition de leur régime autonome de la profession, ne faiblit pas. Lundi, lors d'un vote en ligne qui a réuni près de 1 100 participants, plus de 800 d'entre eux se sont prononcés pour la poursuite de la grève. Interpellations lors des audiences, défense groupée, demandes de renvois en rafale, opérations symboliques et actions ciblées... L'agitation a repris de plus belle.

Hier matin, pour signifier que c'est la survie d'une partie du barreau qui était en jeu, plusieurs dizaines de robes noires imitant leurs confrères de Nancy se sont couchées quai de la Monnaie, à Bordeaux, sous les fenêtres de la permanence de la députée LREM Catherine Fabre. Au bâtonnier Christophe Bayle qui avait sollicité un rendez-vous pour la sensibiliser à leurs revendications, elle a finalement répondu par mail

qu'elle ne pouvait pas se libérer avant le 26 mars. Soit plus d'un mois après la fin de l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Marcheurs sous pression

« C'est du foutage de gueule, fulmine le patron des avocats bordelais. Une démocratie où l'on refuse d'entendre les avocats est une démocratie en danger. » (1) Plusieurs parlementaires girondins de la majorité ont pourtant pris le temps d'échanger avec des délégations au cours des quinze derniers jours. « Avant qu'on ne bloque la machine judiciaire, ils ne voulaient pas nous écouter. Là, ils nous reçoivent. Mais on sent bien qu'ils sont aux ordres. Aucun d'entre eux nous a dit qu'il allait modifier son vote », poursuit Christophe Bayle.

Les élus LREM, souvent peu au fait des problématiques judiciaires, sont soumis à forte pression. « J'ai clairement dit à Véronique Hammerer, la députée du Blayais, que si elle ne prenait pas position pour le maintien de notre régime de retraite, je ferais tout pour la



Hier, les avocats se sont couchés quai de la Monnaie, à Bordeaux, sous la permanence de la députée LREM Catherine Fabre. PHOTO FABRIEN COTTIEREAU

faire battre lors des prochaines législatives: j'irai pourrir ses meetings », assure M^e Daniel Picoût qui fut le député radical de cette circonscription dans les années 1990. Pour l'heure, les marcheurs adoptent la stratégie de la tortue romaine. Ils se regroupent, rentrent la tête dans les épaules et attendent que l'orage s'éloigne.

La ministre de la justice Nicole Belloubet ne les aide pas beau-

coup. Jamais, sans doute depuis Rachida Dati, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, une garde des sceaux n'avait autant fait l'humanité contre elle. « Elle a vraiment le don de braquer tout le monde », lâche une juriste bordelaise à la pointe de la contestation. Voulang profiter des tensions entre magistrats et avocats sensibles dans certains tribunaux, Nicole Belloubet a cru bon d'adresser aux juges et

aux fonctionnaires un message de « soutien » et de « reconnaissance ». Loïn d'entretenir la division, il a reserré les rangs d'une famille judiciaire épuisée par des années de disette budgétaire et lasse de voir les réformes se succéder à marche forcée sans que ses avis soient pris en compte.

(1) Catherine Fabre n'a pas répondu à nos sollicitations.